La formation professionnelle initiale en Catalogne

Initial vocational training in Catalonia

La formación profesional inicial en Cataluña

Miquel Inglés

Traducteur : Virginie Rajaud

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ries/1587>

DOI : 10.4000/ries.1587

ISSN : 2261-4265

Éditeur

France Education international

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2003

Pagination : 37-51

ISBN : 978-2-8542-0558-9

ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Miquel Inglés, « La formation professionnelle initiale en Catalogne », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 34 | décembre 2003, mis en ligne le 01 décembre 2003, consulté le 05 juillet 2021.

URL : <http://journals.openedition.org/ries/1587> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ries.1587>

La formation professionnelle initiale en Catalogne*

Miquel Inglés

La Catalogne¹ est une nation intégrée dans l'État espagnol depuis le XV^e siècle et qui a gardé sa propre langue. Au long de son histoire, elle a joui de divers degrés d'autonomie, notamment dans le domaine de l'éducation. Au début du XX^e siècle, certains courants pédagogiques, reflets des courants de pensée libérale et anarchiste fortement implantés dans la société catalane de l'époque, prirent de l'importance et se traduisirent par la création d'écoles innovantes, consolidées ensuite à l'époque républicaine. Au niveau de la formation professionnelle, les institutions catalanes s'implantèrent très solidement et on peut les considérer comme l'un des facteurs de la compétitivité de l'industrie et du commerce catalans. Elles jouissent bien entendu d'une reconnaissance sociale.

À partir de 1939, la dictature du Général Franco liquida les structures d'auto-gouvernement, interdit l'usage de la langue catalane et imposa le « national catholicisme » qui marqua de son empreinte l'école et la société en général.

Dans les années soixante, les courants de l'Opus Dei commencèrent à s'imposer et à encourager des réformes pour la modernisation de l'État, abandonnant peu à peu les formes populistes de la dictature. Dans le domaine éducatif la réforme technocratique recommandée par la Banque mondiale se concrétisa dans la *Loi générale d'éducation* de 1970. Au niveau de la formation professionnelle, l'application de cette loi se fit avec un certain retard car elle coïncida avec la mort de Franco, le début de la transition démocratique et la crise économique des années quatre-vingts. Tout ceci explique un certain chaos dans le domaine de la formation professionnelle où coexistaient, d'un côté les établissements contrôlés par les vestiges de l'appareil d'État franquiste et de l'autre les établissements créés par des ordres religieux, panorama complété par

* Cet article a été traduit par Virginie Rajaud.

1. La Catalogne est une communauté historique de l'État espagnol, régi par le statut d'autonomie. Sa population compte 6 343 110 habitants (15,53 % de la totalité de l'État) selon le recensement de 2001. Elle a une superficie de 32 114 km². Le produit intérieur brut (PIB) pour 2002 fut de 127 808,6 millions d'euros, soit 18,42 % du total de l'État, avec un PIB de 101 par habitant comparable à la moyenne européenne et supérieur au chiffre de 84 qui est la moyenne de l'État espagnol. Dans la population âgée de plus de seize ans, 2,4 % sont analphabètes et 18,8 % ont fait des études supérieures. Les taux bruts de scolarité (pour l'année 2000-2001) sont les suivants : 81,3 % en baccalauréat et formation professionnelle ; 29,6 % de la population comprise entre dix-neuf et vingt-cinq ans suit des études universitaires.

quelques établissements lancés par des caciques locaux, généralement installés dans des zones rurales, et des établissements privés créés par des chefs d'entreprises opportunistes dans les grandes agglomérations urbaines.

La véritable modernisation démocratique espagnole se réalise à partir des gouvernements socialistes des années quatre-vingts, qui promulguent en 1990 la *Loi organique générale du système éducatif* (LOGSE). Cette loi modifie la structure du système éducatif et de formation professionnelle, étend la scolarité obligatoire de quatorze à seize ans, crée la formation professionnelle de base et les programmes de garantie sociale. La LOGSE concrétise les larges compétences éducatives des autonomies en créant un réseau de décentralisation administrative.

En 2002 sont promulguées la *Loi sur la qualité de l'enseignement* (LOCE), qui annule la LOGSE de 1990, et la *Loi sur les qualifications et la formation professionnelle*. Les deux sont paralysées par des recours pour inconstitutionnalité déposés par le gouvernement de la *Generalitat* de Catalogne mais sont appliquées par le gouvernement espagnol depuis le début de l'année scolaire 2003-2004.

LA PLACE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DANS LE SYSTÈME ÉDUCATIF

Étant donné cette situation de transition entre d'une part le système régulé par la *Loi de réforme universitaire* (LRU) de 1987 et la LOGSE de 1990, et d'autre part le système actuel, nous présenterons les deux, en analysant les différences et en formulant quelques remarques, spécialement en ce qui concerne la formation professionnelle initiale.

Les études primaires durent six ans. Le principal objectif est de donner aux élèves une éducation de base qui leur permette d'acquérir des connaissances en expression orale et écrite, en lecture, en arithmétique, ainsi que les capacités minimales pour s'épanouir dans leur milieu. Elle est obligatoire.

Les études secondaires obligatoires (ESO) se prolongent de douze à seize ans. Cet enseignement permet d'obtenir le titre de diplômé d'études secondaires indispensable à la poursuite des études post-obligatoires. La grande différence entre le système LOGSE et celui de la LOCE réside dans la diversification du secondaire obligatoire, où apparaissent trois itinéraires. Deux d'entre eux sont traités « à l'intérieur » du système. Le troisième est traité « en externe » (les programmes d'initiation professionnelle), dans des établissements spécialement habilités, plus liés au monde du travail. Ce « programme d'initiation professionnelle » vient se substituer aux « programmes de garantie sociale » destinés à des jeunes âgés de seize à vingt-et-un ans qui n'obtenaient pas le diplôme d'études secondaires.

Système éducatif espagnol (LOGSE, 1990 ; LRU, 1987)

Les études secondaires post-obligatoires sont:

- la formation professionnelle intermédiaire (CFGM) qui dure un ou deux ans et donne accès au diplôme de « technicien ». Les CFGM constituent une finalité en eux-mêmes et ne dirigent pas vers des études ultérieures ;
- les enseignements artistiques qui donnent une qualification professionnelle dans les domaines de la musique, de l'art dramatique, des arts plastiques et du dessin ;

Système éducatif espagnol (LOCE, LCFP, 2002 ; LRU, 1987)

– la préparation au baccalauréat², qui dure deux ans. Dans la *LOGSE*, elle comprenait quatre sections. Dans la *LOCE*, elle se divise en trois sections. La grande nouveauté du système *LOCE* est le positionnement de l'épreuve générale de baccalauréat à l'intérieur même du système avec un titre de bachelier qui donne droit à l'accès direct à n'importe quelle université ;

2. Le même terme désigne ici les années d'enseignement secondaire général post-obligatoire et l'examen qui les sanctionne.

– la formation professionnelle supérieure (CFGS), qui dure deux ans et donne accès au titre de « technicien supérieur ». Les CFGS constituent une finalité en eux-mêmes et ne dirigent pas vers des études ultérieures.

Le système universitaire espagnol comprend les universités publiques et privées. Les universités sont des entités autonomes qui ont capacité à établir leur propre offre académique, qui peut être de deux sortes : des diplômes officiels reconnus sur tout le territoire espagnol ; des diplômes propres à l'université.

LE SYSTÈME DE FORMATION PROFESSIONNELLE DANS SA GLOBALITÉ

Le livre blanc pour la réforme du système éducatif, et particulièrement la réforme de l'enseignement technico-professionnel du ministère de l'Éducation du gouvernement espagnol, ont ouvert une nouvelle ère pour la formation professionnelle dans tout l'État, qui se reflète dans le programme national de formation professionnelle, le PNFP (1993-1996), élaboré par le Conseil général de la formation professionnelle au niveau étatique, dans le but de coordonner et d'intégrer dans un grand système de formation professionnelle les sous-systèmes de formation professionnelle existants. Le PNFP constitue la première tentative de définition globale de la formation professionnelle en Espagne. Parmi les nouveautés, dans le vocabulaire du moins, il faut citer le concept de « compétences », ainsi que celui, plus polémique, d'« unités de compétence professionnelle ».

Le nouveau système de formation professionnelle espagnol est structuré comme suit :

– sous-système de la formation professionnelle initiale relevant des administrations éducatives (générale ou autonome). Il concerne les jeunes mais est ouvert aux adultes qui souhaitent obtenir les diplômes qui en dépendent, dans le cadre de la formation permanente ;

– sous-système de la formation-emploi, destinée aux travailleurs sans emploi. Il dépend de l'administration du travail (générale ou autonome). Il reçoit un important cofinancement du Fond social européen en tant qu'instrument des politiques actives pour l'emploi ;

– sous-système de la formation professionnelle continue, destinée aux travailleurs en activité sous la responsabilité des acteurs sociaux. Il s'agit de plans de formation des entreprises et des travailleurs, en vue d'améliorer la compétitivité des entreprises et l'employabilité des travailleurs.

LA FORMATION PROFESSIONNELLE INITIALE

En Catalogne, elle concerne un catalogue de cent quarante diplômes environ, répartis entre vingt-deux familles professionnelles. L'organisation de la

formation professionnelle initiale prévue dans la *LOGSE* contient une disposition qui est à la source de la remarquable intensification du flux des relations école-entreprise enregistrée ces dix dernières années : les stages en entreprises, autrefois développés sur la base du volontariat, sont devenus obligatoires pour les élèves.

La formation professionnelle initiale garantit aux citoyens des compétences professionnelles validées par des titres académiques leur permettant de s'engager dans une profession. Elle est aussi un facteur de développement personnel. La formation professionnelle initiale est ainsi parfaitement définie en termes de structure, d'objectifs, de contenu, de niveau et de durée. Les facteurs permettant de la caractériser sont les suivants :

- elle est fondée sur la formation générale et la formation professionnelle de base prévues par les études secondaires obligatoires et le baccalauréat et orientée vers l'obtention de diplômes à validité académique et professionnelle ;

- elle promeut des capacités de type transversal, transférables à d'autres contextes, qui permettent une meilleure adaptabilité aux changements technologiques et organisationnels ;

- elle est structurée selon un système basé sur l'identification des compétences professionnelles et les qualifications d'un domaine professionnel déterminé et selon un système modulaire d'offre de formation lié aux unités de compétence ;

- elle est accessible depuis le monde du travail par des épreuves d'admission ou en justifiant du niveau académique requis et capitalisable progressivement dans le temps, compte tenu de sa structure modulaire ;

- elle ouvre la possibilité de développer la polyvalence de la qualification grâce à des parcours de promotion horizontale, en enchaînant des cycles de formation de même niveau, dans la même branche professionnelle ou des familles proches ;

- elle ouvre la possibilité de développer la spécialisation de la qualification grâce à des parcours de formation continue ou de formation-emploi ;

- elle donne la possibilité d'élever son niveau de qualification en suivant des parcours de promotion verticale vers des cycles de formation de niveau supérieur, par des voies déterminées dans la même branche professionnelle ou des familles proches (ce parcours pouvant directement être suivi d'études universitaires de premier cycle) ;

- elle favorise l'insertion professionnelle dans le monde du travail grâce à la réalisation obligatoire d'une période de stage pratique en entreprise pour tous les élèves, pour un total d'environ quatre cents heures par cycle ;

- elle est structurée par niveaux de qualification clairement différenciés quant aux conditions d'accès, aux contenus de formations et aux compétences professionnelles attendues une fois le diplôme obtenu ;

- elle propose des diplômes au profil professionnel large, c'est-à-dire non circonscrits à un emploi, une tâche ou un poste de travail spécifique.

Principes directeurs

Selon la LOGSE, la finalité de la formation professionnelle, dans le domaine éducatif, est de préparer les élèves à travailler dans un champ professionnel donné, en leur fournissant une formation polyvalente leur permettant de s'adapter aux variations d'emploi possibles au long de leur vie active. De même, la formation professionnelle spécifique doit faciliter l'intégration des personnes dans la vie active, contribuer à la formation permanente des citoyens et répondre aux besoins du système productif en termes de qualification.

Comme le prévoit le document «*Principes directeurs du plan général de formation professionnelle en Catalogne*», les objectifs opérationnels dans la formation professionnelle initiale doivent être spécifiés sous certains aspects :

- développer une offre de formation structurée par familles professionnelles et par niveaux de qualification ;
- adapter cette offre aux caractéristiques du secteur dans le contexte du centre de formation, selon le cursus établi ;
- définir des parcours de formation cohérents du point de vue de la transition entre la formation générale et la formation professionnelle spécifique en passant par une formation de base ;
- combiner les parcours de formation à partir de l'adaptation de l'offre formative modulaire ;
- développer et consolider l'offre la plus large possible en présentiel et en non présentiel, avec toutes les variantes : formation mixte, formation partielle capitalisable, reconnaissance de l'expérience professionnelle pour accéder aux titres académiques et aux qualifications, avec des épreuves pour obtenir directement le diplôme ;
- rendre possible l'accès aux cycles de formation sans pré-requis académiques et depuis le monde du travail moyennant une épreuve d'admission ;
- analyser périodiquement l'offre des cycles de formation grâce à l'actualisation du catalogue des titres, à la révision des cursus, et à l'harmonisation de la planification de cette offre sur le territoire ;
- encourager la participation des agents économiques et sociaux à la définition des titres et des compétences qui y sont associées.

Un défi : améliorer la qualité

Un certain nombre de défis sont lancés pour améliorer la qualité du système de formation professionnelle initiale (FPI) :

- développer et renforcer toutes les possibilités associées au processus de professionnalisation, entre autres : la formation à distance, l'inscription par crédits, la formation en cours du soir, les épreuves pour l'obtention directe des diplômes, la validation de la « formation-emploi » et la correspondance avec la pratique professionnelle ;

- intégrer ce système dans un autre plus large, qui prévoit les inter-relations des objectifs, de la planification, de l'exécution et de l'évaluation de l'offre de formation avec la « formation-emploi » et la formation continue ;
- mettre en pratique des mécanismes d'actualisation périodique du catalogue des diplômes, rapporté au système de formation et de qualifications professionnelles ;
- développer un système d'évaluation et d'amélioration de la formation ;
- développer un système de diffusion, d'information et d'orientation professionnelle qui permette de répondre aux attentes des individus et du monde du travail, et améliorer l'image sociale de la FPI ;
- parvenir à des mécanismes d'ajustement périodique entre l'offre totale ou partielle des cycles formatifs émanant des centres de formation, et la demande de formation émanant des citoyens et des entreprises ;
- augmenter l'autonomie de gestion des centres ;
- augmenter la co-responsabilité des agents économiques et sociaux dans le système de formation professionnelle initiale.

Les différents niveaux de formation

La formation professionnelle de base (FPB)

Selon la *LOGSE*, tous les élèves de l'enseignement secondaire obligatoire (ESO) et du baccalauréat reçoivent une formation à caractère professionnel de base. Son objectif est de fournir aux élèves des connaissances, des aptitudes, des habiletés et des savoir-faire de base, qui facilitent leur entrée dans le monde du travail et leur orientation professionnelle et scolaire.

Cette formation professionnelle de base est assurée par le cours de « technologie », domaine obligatoire dans les cycles de l'ESO. Selon la loi il faut en dispenser cent vingt-cinq heures en premier cycle et soixante-dix en second cycle. De plus, en quatrième année, les élèves peuvent choisir la technologie en option.

La formation professionnelle spécifique de niveau intermédiaire et supérieur

Les principes d'organisation de la certification

Les contenus et les parcours des cycles de formation sont exprimés en termes de compétences professionnelles et rapportés à un « profil professionnel » déterminé, défini d'après l'étude d'un secteur productif déterminé à laquelle participent les agents sociaux liés à ce secteur. On espère ainsi adapter

l'offre aux besoins du milieu socio-économique. Ces procédés visent à donner à la formation professionnelle la capacité de jouer un rôle dans le développement local et régional en fournissant les ressources humaines requises par la structure productive de chacun de ces milieux.

La structure adoptée pour les diplômes professionnels répond à une priorité : acquérir les capacités et les connaissances nécessaires pour occuper un emploi déterminé dans un domaine déterminé d'activité professionnelle. À chaque diplôme est assigné un profil professionnel à partir duquel on définit la formation correspondante. Ce profil est défini par un ensemble de « réalisations professionnelles » qui sont les comportements attendus des personnes en situation réelle de travail. À partir de l'analyse de ces réalisations et réussites professionnelles, considérées comme les conditions du travail « bien fait », on définit les capacités caractéristiques et significatives à partir desquelles on déterminera finalement les parcours de formation des élèves. Chaque réalisation professionnelle ou énoncé de compétence inclut un ensemble de « critères de réalisation », qui déterminent si le résultat du travail est acceptable. Les réalisations professionnelles sont regroupées en unités de compétence qui sont communes à toutes les organisations d'un secteur ayant des objectifs de production similaires.

Les principes d'organisation de la formation

Les modules de formation, selon le texte légal, constituent des unités cohérentes de formation professionnelle spécifique qui doivent être attestées et certifiées pour obtenir le diplôme ; on les considère comme les équivalents des « disciplines » ou des « domaines » de la formation générale. Les études composant un module s'organisent autour de trois éléments : les objectifs, exprimés en termes de capacités finales, les critères d'évaluation, nécessaires pour déterminer si l'année est validée ou non, et les contenus. Ces trois éléments sont définis de telle sorte que, tout en constituant la compétence professionnelle de base exigible dans tout l'État, ils puissent être adaptés aux particularités des élèves et du milieu productif où se trouvent les établissements. En Catalogne les modifications qui ont été opérées représentent 45 % des parcours de formation ; elles ont dû respecter les exigences de certains « enseignements minima » qui comprennent les aspects suivants :

- les objectifs généraux du parcours de formation ;
- les modules professionnels nécessaires pour chaque cycle ;
- la durée totale du cycle de formation ;
- les objectifs nécessaires en termes de capacités, et les critères d'évaluation de base des modules professionnels du cycle de formation ;
- les contenus de base des modules professionnels associés à une unité de compétence, des modules professionnels de base ou transversaux et du module professionnel de formation et d'orientation vers la vie active.

Les cycles de formation sont conçus pour augmenter la capacité de réponse aux changements technologiques et sociaux grâce à une grande interaction avec le système productif.

L'organisation des cycles sur la base d'«unités de compétence» devait permettre théoriquement, par sa structure modulaire, une gestion qui l'ouvre à la formation continue des travailleurs; elle devait également servir de base pour l'intégration des trois sous-systèmes dans un unique système national de qualifications, comme le prétendait le programme national de formation professionnelle. De notre point de vue, après quelques années d'observation du nouveau système, le système des «unités de compétence» s'est révélé incapable de remplir ses missions et exige d'être profondément remanié, comme le montre le *Consell Català de la Formació Professional*.

Les cycles de formation de niveau intermédiaire

L'accès aux cycles de formation de niveau intermédiaire est direct avec le certificat d'études secondaires ou indirect moyennant la réussite à une épreuve spécifique, à condition d'être âgé de dix-huit ans ou plus. Les CFGM durent entre un et deux ans selon la section et débouchent sur le diplôme de technicien.

Les cycles de formation de niveau supérieur

Les cycles de formation de niveau supérieur sont accessibles directement avec le diplôme du baccalauréat de la section correspondante, ou indirectement moyennant la réussite à une épreuve spécifique, à condition d'être âgé de vingt ans ou plus. Les CFGS durent entre un et deux ans selon la section et débouchent sur le diplôme de technicien supérieur.

Les uns et les autres comprennent un ensemble d'enseignements obligatoires dispensés dans les centres d'enseignement et dans les entreprises du secteur. Ces études sont en partie «associées à l'unité de compétence», et en partie transversales (comme la formation et l'orientation vers la vie active), et elles sont complétées par la formation sur site de travail.

L'information et l'orientation professionnelles en Catalogne

Les nouveaux textes intègrent l'orientation professionnelle et la formation à l'insertion professionnelle comme mission des établissements de formation, dans les parcours des cycles. Ils incluent la «formation et l'orientation vers la vie active» (FOL) qui devrait se réaliser en collaboration avec les services d'orientation des centres éducatifs à partir des informations diffusées par les départements d'orientation des services d'emploi locaux.

Le domaine de l'information et de l'orientation professionnelles initiales regroupe l'ensemble des objectifs, des programmes et des mesures liés à la

promotion et à l'intégration socioprofessionnelles des personnes à travers des processus d'information et d'orientation professionnelle, en portant une attention particulière aux groupes sociaux les plus défavorisés, en élaborant des parcours de formation ouverts, souples et interconnectés, en établissant des circuits qui facilitent l'information et l'orientation professionnelle des personnes et en développant des actions de diffusion pour améliorer l'image sociale de la formation professionnelle.

L'information et l'orientation professionnelles en Catalogne ont suscité le débat, spécialement à l'occasion de la conférence nationale d'éducation.

La formation professionnelle initiale et l'échec scolaire

L'une des faiblesses du système de formation professionnelle initiale établi avec la LOGSE est le taux élevé d'« échec scolaire », terme se référant aux élèves qui atteignent l'âge d'entrée dans la vie active sans avoir le certificat d'études secondaires³ et évidemment sans avoir reçu de formation orientée vers l'insertion dans la vie active.

Le problème de l'insertion professionnelle de certains jeunes, et spécialement du groupe de ceux qui souffrent de l'« échec scolaire » est si préoccupant qu'il a motivé le « *Programa de Transició escola-treball* » de la Députation de Barcelone⁴ en collaboration avec les municipalités les plus importantes de Catalogne. Mais cette problématique de l'insertion professionnelle des jeunes peut être étendue à d'autres groupes :

- aux jeunes qui abandonnent les études de baccalauréat ou l'université : nous sommes certainement devant un « échec scolaire » aux répercussions sociales encore plus élevées, qui a un impact économique très négatif. Il s'agit de groupes très vastes qui quittent le système sans aucune professionnalisation. Dans certains cas ils viennent grossir les rangs du système de « formation emploi ». Actuellement, avec la dynamique du marché du travail qui tend à développer la demande dans les secteurs des services, ces groupes ont trouvé une voie d'insertion précaire et non professionnalisante ;

- aux jeunes titulaires du baccalauréat qui souhaitent travailler. Il s'agit de l'échec d'un système orienté vers le baccalauréat, quand celui-ci est fondamentalement propédeutique. Dans les processus d'insertion, ces élèves ont généralement des itinéraires erratiques comme les groupes antérieurs, avec il est vrai la possibilité de pouvoir suivre un jour une formation professionnelle supérieure ou d'entrer à l'université ;

3. Sur l'échec scolaire dans l'enseignement secondaire obligatoire, plusieurs études ont été menées. Le chiffre officiellement retenu dans le préambule de la LOGSE elle-même est de 25 % – mais des études plus ciblées menées par l'auteur ont montré que, dans certains établissements, on atteint plus de 50 % des élèves inscrits en dernière année de ESO. En tous cas, ces chiffres sont alarmants.

4. Consulter dans ce sens : http://www.diba.es/siae/ctecnicas/s_educatiu/escola_treball.asp

– aux jeunes titulaires d'un diplôme universitaire. Les difficultés d'emploi de ces diplômés commencent à préoccuper les administrations et les universités elles-mêmes, qui développent des programmes d'orientation, des bourses du travail, etc.

D'une manière générale, on peut affirmer que la formation professionnelle, bien que minoritaire quant au nombre de choix, est la voie de formation qui offre actuellement les plus grandes perspectives d'insertion professionnelle, avec bien entendu une plus grande cohérence entre le poste de travail et la formation suivie. On est en train de prendre conscience de ce succès et l'on peut détecter certains changements dans les choix à l'issue de l'enseignement secondaire obligatoire⁵.

La relation entre la formation et l'emploi

Si l'on range par ordre décroissant les familles professionnelles en fonction de la part qu'elles représentent dans le nombre des inscrits en formation, la branche administrative vient en tête, avec 21 % du total des élèves inscrits dans les cycles de formation pour l'année 1999-2000, suivie de l'électricité et de l'électronique avec 16,2 %, puis viennent le commerce et le marketing avec 6,2 %, les services socioculturels avec 5,5 %, et la fabrication mécanique avec 5,3 %.

On observe un décalage entre les choix préférentiels des personnes inscrites dans les cycles de formation et la répartition du total de la population employée en Catalogne en 2000 par familles professionnelles. En effet, si l'on utilise le même ordre décroissant, en tête vient aussi la branche administrative avec 25 % mais ensuite l'ordre est différent, avec en deuxième position la branche commerce et marketing avec 15,8 %, puis la fabrication mécanique avec 9,4 %, le bâtiment et les travaux publics avec 7,2 %, la chimie avec 4,8 % et le textile avec 4,4 %.

LA NOUVELLE LOI SUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE

La formation professionnelle en Catalogne est désormais régie par la récente *Loi organique sur les qualifications et la formation professionnelle*, datant de mai 2002. Bien que cette loi ait fait l'objet de plusieurs recours pour inconstitutionnalité de la part du gouvernement catalan, elle est actuellement appliquée. Voici quelques points que nous jugeons les plus polémiques.

5. Consulter le dossier « Observatoire de la formation 2002 » de la chambre de commerce de Barcelone : http://www.cambrabcn.es/catalan/Formacio/frameset_observatori_de_la_formacio.htm

L'article 9 inclut tous les sous-systèmes de formation (initiale, permanente et professionnelle), qui dépendent actuellement des ministères de l'Éducation et du Travail.

L'article 10 établit que « l'administration générale de l'État déterminera les diplômes et certificats professionnels, lesquels constitueront l'offre de formation professionnelle inscrite au référentiel national des compétences professionnelles ». De plus, « les offres de formation recensées dans le référentiel national des compétences professionnelles se développeront selon les mesures définies dans le plan national d'action pour l'emploi ». L'article 10 attribue ainsi à l'administration générale de l'État le rôle de déterminer les diplômes et les certificats professionnels ainsi que les programmes de formation, ce qui semble relativement limiter les pleines compétences de la *Generalitat* de Catalogne.

L'article 11 confère au gouvernement le rôle de déterminer les prérequis fondamentaux que devront réunir les centres chargés de délivrer les diplômes de formation professionnelle et les certificats professionnels. Il se contente de transférer à la *Generalitat* et aux gouvernements autonomes les compétences de gestion, ce qui représente clairement une régression par rapport à la situation actuelle.

L'ingérence la plus significative, qui constitue le caractère jugé anti-constitutionnel de cette loi, se manifeste dans le paragraphe 4 de l'article 11, selon lequel le gouvernement crée un réseau de centres publics intégrés qui délivreront l'ensemble des offres de formation, se verront confier l'innovation et l'expérimentation et seront la référence dans leur secteur de production respectif.

DÉFIS POUR L'AVENIR DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Dans un avenir proche, les tendances qui se dessinent dans les domaines sociaux et économiques, en entreprise et sur le marché du travail, constituent autant de défis pour la formation professionnelle en Catalogne. Il s'agit :

- d'acquérir des compétences et des qualifications. Il est nécessaire d'avoir un certain nombre de dispositifs de référence, objets de consensus et adaptés aux besoins du marché, qui permettent d'identifier les compétences professionnelles et d'acquérir les qualifications associées aux divers emplois ;
- d'ajuster l'offre et la demande de qualifications professionnelles. Il faut améliorer l'adéquation entre l'offre et la demande de qualifications sur le marché du travail. Il est donc nécessaire de perfectionner les instruments servant à identifier les compétences professionnelles et leur évolution au sein des entreprises et des organismes privés et publics ;
- d'ajuster l'offre et la demande de formation professionnelle. Il convient d'améliorer l'adéquation entre l'offre et la demande dans le domaine

de la formation, en atteignant les niveaux de formation de la moyenne des pays de l'Union européenne en permettant un rééquilibrage territorial, en garantissant l'accès à la formation, et en informant les bénéficiaires potentiels, les entreprises et les agents sociaux, des offres existantes, des qualifications auxquelles ils peuvent prétendre et des demandes du marché du travail ;

- d'intégrer l'offre professionnelle. Il faut prévoir une structure de formation qui complète le système de diplômes actuel par des certificats professionnels et d'autres types de formation professionnelle, pour que l'offre de formation professionnelle soit établie de façon cohérente et ajustée aux besoins de ses bénéficiaires potentiels ;

- de relier les différentes voies d'apprentissage formelles et informelles. Il faudra promouvoir des dispositifs établissant des passerelles entre les voies d'apprentissage formelles et informelles, y compris l'expérience professionnelle ;

- de reconnaître les apprentissages informels. Il conviendra de développer les mécanismes de reconnaissance, d'évaluation et de certification pour la capitalisation des connaissances acquises de manière informelle, en y incluant l'expérience professionnelle, tout en tenant compte des compétences professionnelles et des qualifications ;

- d'observer et de prospecter les secteurs économiques et le marché du travail. Il conviendra de fournir de manière efficace une information actualisée sur l'évolution du marché du travail et sur les changements technologiques et organisationnels dans les emplois et les métiers de chaque secteur économique ;

- de planifier l'offre de formation. Il sera nécessaire de coordonner la planification de l'offre de formation afin de tirer le meilleur parti des ressources existantes et de faciliter l'information et l'orientation des bénéficiaires potentiels ;

- d'évaluer le système de la formation professionnelle. Il faudra mettre en œuvre une série de mesures qui permettent d'évaluer le système, afin d'améliorer sa qualité ;

- d'informer sur les itinéraires. Il convient de rendre opérationnel un système d'information et d'orientation destinés aux jeunes, aux personnes en activité et à celles sans emploi, qui les renseigne sur les possibilités de développer, tout au long de la vie, leur itinéraire professionnel.

Pour conclure cette vue d'ensemble, deux points essentiels peuvent être soulignés. Le premier est l'apparition d'une nouvelle orientation, profondément enracinée dans l'histoire espagnole, qui consiste en une vision uniformisée face à la diversité linguistique, culturelle et religieuse et en un recul de la décentralisation, c'est-à-dire de tout ce qui incombait aux communautés autonomes en termes d'infrastructure, d'éducation, de service sanitaire, de marché du travail,

de police, de justice, etc. Cette progressive orientation du gouvernement central vers une homogénéisation et un centralisme grandissants est source d'affrontements entre les gouvernements autonomes et le gouvernement central sur les attributions de chacun.

Le second réside dans l'incontestable progrès de la formation professionnelle catalane ces dernières années. Il se manifeste à travers l'augmentation sensible de l'offre de formation, dans celle de la demande émanant des jeunes, des familles et des employeurs et, naturellement, dans la qualité des centres de formation.